

Communiqué du Bureau National de l'UPF du 10 décembre 2018

*Voici dans son intégralité le communiqué du Bureau National de l'UPF concernant l'**allocution présidentielle en réponse au mouvement des « gilets jaunes »***

□ :

Depuis presque un mois la France connaît un conflit social sans précédent qui, au fil du temps, s'est transformé en un début de révolte populaire.

Peu à peu Emmanuel Macron a perdu toute légitimité en misant sur le pourrissement d'un mouvement, plus profond qu'il ne l'imaginait, et en épuisant les forces de l'ordre, pourtant censées protéger la population, avec des stratégies de maintien de l'ordre changeantes au fil des manifestations et parfois contestables.

Jamais nous n'avions vu la France autant divisée !

Emmanuel Macron, premier responsable de l'embrasement de notre pays, a enfin fini par accepter de s'exprimer ce soir.

Bien qu'il affirme prendre sa part de responsabilité dans la situation et au-delà de l'autoflagellation de facade, il nie en être le principal fautif puisqu'il estime que ce sont 40 années de malaise qui ressurgissent.

Or, la série de mesurette annoncée - qui va à l'encontre de décisions pourtant défendues à corps et à cris depuis 18 mois - ne sont que des pis-alls : un geste pour les petites retraites en annulant la CSG par-ci ; une augmentation du SMIC de 100 euros par-là... cela ne fait pas une vision à long terme.

Il ne suffit pas de déclarer l'état d'urgence sociale, encore faut-il y répondre réellement.

Et il est bien évidemment hors de question pour lui de restaurer l'ISF ou de consulter le peuple. Sauf que ce n'est pas l'instauration de débats publics qui y changeront quelque chose quand on se rappelle celui sur l'identité nationale qu'avait ouvert Nicolas Sarkozy...

Alors, si dans le meilleur des cas, la fièvre retombe, gageons qu'elle reprendra dans quelques temps car le peuple oublié ne veut plus subir et entend reprendre en main son destin.

Comme dans notre précédent communiqué, au lendemain des premiers débordements dans la capitale, nous persistons à croire que seule l'annonce d'une consultation du peuple français saura apaiser la situation et évitera que les Français s'entredéchirent chaque samedi !

Le président de la République ne peut pas fuir plus longtemps ses responsabilités et doit se hisser à la hauteur de la fonction car qui gouverne contre le peuple en recolt la tempête.

